



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/60/4
8 mars 2010

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Soixantième réunion
Montréal, 12 - 15 avril 2010

**CONTRIBUTION EN SOUFFRANCE
DE LA FEDERATION DE RUSSIE AU FONDS MULTILATERAL
(DÉCISION 59/54)**

Informations contextuelles

1. Au 5 mars 2010, le montant en souffrance de la Fédération de Russie relevant des contributions dues au Fonds multilatéral s'élève à 103 131 225 US \$. Ce chiffre indique une contribution nulle de la part de la Fédération de Russie au Fonds depuis sa conception. À la dernière réunion du Comité exécutif à Port Ghalib en Égypte, la question des contributions en souffrance au Fonds multilatéral de la part de la Fédération de Russie a été inscrite sous le point de l'ordre du jour « Autres questions ». Lors de la présentation de la question, Madame le Chef du Secrétariat a rappelé qu'elle avait abordé la question du non paiement des contributions par la Fédération de Russie au Fonds avec le représentant de la Fédération de Russie à la seizième réunion des Parties tenue en 2004 à Prague en République Tchèque. Elle en a rendu compte à la 44^e réunion du Comité exécutif qui s'est également tenue à Prague, expliquant que le retard dans la prise de décision de payer la contribution du pays au Fonds tenait à la réorganisation des responsabilités ministérielles au sein du Gouvernement. Par conséquent, le Comité exécutif a décidé à cette réunion de demander au Secrétariat de se mettre en contact avec le Gouvernement de la Fédération de Russie au sujet de ses contributions. Madame le Chef du Secrétariat a, par conséquent, envoyé plusieurs lettres au Gouvernement de la Fédération de Russie le 14 janvier 2005, 19 août 2005, 16 décembre 2005, 13 février 2006 et le 12 janvier 2009. Elle a rencontré lors de réunions bilatérales les représentants de la Fédération de Russie au cours des réunions des Parties et des réunions du Groupe de travail à composition non limitée.

Les documents de présession du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

2. La réponse de la Fédération de Russie à la lettre la plus récente du Chef du Secrétariat, les deux communiqués ayant été transmis à la 59^e réunion du Comité exécutif sous la forme du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/59/Inf.3, indiquait que l'annulation des arriérés cumulés dans les contributions au Fonds multilatéral, peu importe la forme, pourrait avoir un certain effet sur l'adoption d'une décision positive du Ministre russe des finances concernant le paiement des contributions courantes par la Fédération de Russie au Fonds multilatéral en vue de l'application du Protocole de Montréal. Au cours de la 59^e réunion, le Chef du Secrétariat a déclaré que le Secrétariat souhaitait avoir des instructions du Comité exécutif sur la manière de procéder concernant cette question.

3. Un Membre a considéré que la question devait être traitée non pas par le Comité exécutif mais par les Parties, tandis qu'un autre, notant que la réponse de la Fédération de Russie est parvenue à l'attention des Membres trop tard pour qu'ils puissent avoir des instructions de leurs capitales, a suggéré que l'affaire soit portée à l'examen du Comité à la soixantième réunion, afin qu'une décision soit prise sur la question de savoir si ce point était du ressort de la réunion des Parties. Faisant suite au débat, le Comité exécutif a décidé de demander au Secrétariat d'inscrire le point des contributions en souffrance de la Fédération de Russie au Fonds multilatéral à l'ordre du jour pour examen par le Comité à la soixantième réunion. Le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/59/Inf.3 a, par conséquent été réédité en tant que suivi de la décision 59/54 et joint à l'Annexe 1 du présent document pour être soumis à la considération des membres du Comité exécutif.

4. À la demande du Secrétariat, le trésorier a confirmé qu'il n'existe aucun autre cas où les contributions de la Fédération de Russie à un Accord multilatéral sur l'environnement (AME) n'ont pas été versées depuis sa conception. Par ailleurs, aucun exemple d'un AME n'illustre que des arriérés d'une Partie n'ait été soit effacés soit annulés. Le trésorier a envoyé sa dernière facture et rappel à la Fédération de Russie le 13 janvier 2010. Des rappels sont envoyés à toutes les Parties qui accusent des arriérés, trois fois par année. Deux autres rappels seront envoyés à la Fédération de Russie au cours de 2010 si le montant n'est pas versé dans son intégralité au cours de l'année.

RECOMMANDATIONS

5. Le Comité exécutif peut décider de :

- (a) Prendre note du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/60/4 et de l'annexe I;
- (b) Demander au Chef du Secrétariat de répondre à la lettre du Gouvernement de la Fédération de Russie et de transmettre les points de vue du Comité exécutif concernant l'importante contribution en souffrance de la Fédération de Russie tels qu'exprimés à la soixantième réunion ;
- (c) Réfléchir sur l'utilité de soumettre la question de la contribution en souffrance de la Fédération de Russie au Fonds multilatéral soit à l'examen du prochain Groupe de travail à composition non limitée et/ou celui de la 22^e réunion des Parties au Protocole de Montréal.



MULTILATERAL FUND
FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL

Secretariat

26 October 2009

Sir,

I wish to acknowledge receipt of your letter of 14 April 2009 pertaining to the issue of the payment of the contribution of the Government of the Russian Federation to the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol.

Through this letter, I would like to inform you that I had informal consultations with the Russian delegation during the last Open-ended Working Group meeting in Geneva in July 2009 to obtain further clarifications on this issue. As a result, the Secretariat is bringing the content of your letter to the attention of the 59th Meeting of the Executive Committee, scheduled to take place in Port Ghalib, Egypt 10-14 November 2009.

The Secretariat avails itself of this opportunity to renew to the Government of the Russian Federation the expression of its highest consideration.

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Maria L. Nolan".

Maria Nolan
Chief Officer

Mr. Stanislav Ananyev
Deputy Minister
Ministry of Natural Resources
and Environment of the Russian Federation
4/6, B. Grouzinskaya str.
Moscow, D-242, GSP-5, 123995
Russian Federation

[LETTERHEAD OF THE MINISTRY OF NATURAL RESOURCES AND ENVIRONMENT OF THE
RUSSIAN FEDERATION] 14 April 2009

M. Nolan
Head of the Secretariat
Multilateral Fund for the Implementation
Of the Montreal Protocol on Ozone Depleting Substances

Dear Ms. Nolan,

In response to your letter of 12 January 2009 pertaining to the issue of payment of contributions of the Russian Federation Government to the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol on ozone depleting substances I would like to convey the following.

As is known, the Montreal Protocol was ratified by the Union of Soviet Socialist Republics (USSR) in 1988. The London amendment to the Montreal Protocol was adopted in June 1990 and became the basis for the establishment of the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol on ozone depleting substances and, in particular, for providing financial and technical assistance to the developing countries in achieving the goals of the Montreal Protocol. The London amendment was ratified by the USSR in 1991. It should be pointed out that at the time the issue of ratifying the London amendment was considered, the USSR proceeded from the assumption that the contribution to the budget of the Multilateral Fund would be made exclusively by way of rendering technical assistance and transferring the advanced ozone-safe technologies that were then available in the USSR to the developing countries. It was assumed that the contribution of the USSR would be made in non-cash form and as part of bilateral cooperation, as per Article 10.6 of the Montreal Protocol for the Parties not covered by paragraph 1 of Article 1 (developed countries).

However, in August 1991 well-known political developments took place in the USSR which resulted in the disintegration of the country. The USSR ceased to exist on 26 December 1991, and the economic potential throughout the entire post-Soviet space became significantly weaker, which made it impossible to start the implementation of the technical assistance plans for the developing countries within the framework of the Multilateral Fund.

The President of the Russian Federation in his letter of 24 December 1991 informed the UN Secretary General that the Russian Federation as a newly established state would assume the USSR membership in the UN Security Council and all other UN agencies (UNEP received the note in this regard on 31 December 1991).

Based on this premise, the RF Government started the implementation of its obligations under the Montreal Protocol within its jurisdiction. In the period that has elapsed (since 1992) Russia has conducted multifaceted activities aimed at stopping the production of ozone-depleting substances regulated by the Montreal Protocol and a stage-by-stage transition to the substances allowed for the use in industry.

All of these measures were undertaken in a very difficult economic and financial situation in the country, with the 1998 default and its catastrophic consequences. As a result of the efforts on the part of the Russian Government, by 2001 the production of ozone-depleting substances included in the A and B lists of the Montreal Protocol was stopped completely, which required significant additional spending estimated at a total of 0.3 billion USD. It is obvious that against the background of constant deficit of funds and the multitude of tasks facing the country the solution of which was vital for the RF Government the issue of rendering assistance to other countries became quite irrelevant.

Nevertheless, Russia which was from its inception a country with a transition economy (note: from the viewpoint of its economic potential the Russian Federation of the 1990ies was much closer to the developing countries than to the developed ones) as a Party not categorized as operating under Article 5 paragraph 1 of the Montreal Protocol had to pay considerable amounts, as per Article 10.6 of the Montreal Protocol, to the Multilateral Fund, the same way as the industrialized countries, in accordance with the annual dues which in 1994 and 1995 amounted to 11.7 million

USD. By 2009 the total arrears in contributions assessed on the Russian Federation were in excess of 100 million USD. The payment of such an amount for assisting the developing countries in the framework of the Montreal Protocol is a rather daunting task for any country, even an industrialized one.

Pursuant to the obligations of the Russian Federation under the Montreal Protocol the RF Government has repeatedly instructed the RF Ministry of Finance (Minfin of Russia) to examine the possibility of paying the arrears to the Multilateral Fund. Unfortunately, the justifications presented to the Minfin of Russia for allocating such funds from the budget were insufficient for a positive resolution of the issue. The situation with regard to paying the debt and/or the assessed contribution for 2009 in the amount of 1.94 million USD became even more acute at the beginning of the year due to the environment of the global financial and economic crisis and the resulting significant deficit in the Russian Federation budget.

The outcome of the consultations held with the Minfin of Russia in the course of preparing this response does not give us grounds to hope that the payment of the contribution to the Multilateral Fund could start in 2010.

In this connection the Russian Federation Ministry of Finance recommended that we should revisit this issue at a later date. Additionally, it should be pointed out that the writing off, in any form, of the accrued arrears in the contributions to the Multilateral Fund could have a considerable effect on the adoption of a positive decision by the Minfin of Russia with regard to the payment of the current contributions of the Russian Federation to the Multilateral Fund of the Montreal Protocol.

Dear Ms. Nolan, please accept the assurances of my highest consideration.

[signed]



**МИНИСТЕРСТВО
ПРИРОДНЫХ РЕСУРСОВ
И ЭКОЛОГИИ
РОССИЙСКОЙ ФЕДЕРАЦИИ**

123995, Москва, Д-242, ГСП-5,
ул. Б. Грузинская, 4/6.
Тел. +7 (499) 252-03-00.
Факс: +7 (495) 254-82-83, +7 (499) 252-67-47.
E-mail: admin@mnr.gov.ru

**MINISTRY
OF NATURAL RESOURCES
AND ENVIRONMENT
OF THE RUSSIAN FEDERATION**

4/6, B. Grouzinakaya str.
Moscow, D-242, GSP-5, 123995.
Phone +7 (499) 252-03-00.
Fax: +7 (495) 254-82-83, +7 (499) 252-67-47.
E-mail: admin@mnr.gov.ru

14 апреля 2009 г.

М. Нолан
Руководителю Секретариата
Многостороннего фонда для осуществления
Монреальского протокола по веществам,
разрушающим озоновый слой

Уважаемая г-жа Нолан!

В связи с Вашим письмом от 12 января 2009 года по вопросу уплаты взносов Правительства Российской Федерации в Многосторонний фонд для осуществления Монреальского протокола по веществам, разрушающим озоновый слой, я хотел бы сообщить следующее.

Как известно, Монреальский протокол был ратифицирован Союзом Советских Социалистических Республик (СССР) в 1988 году. Лондонская поправка к Монреальскому протоколу была принята в июне 1990 года и явилась основанием для учреждения Многостороннего фонда для осуществления Монреальского протокола по веществам, разрушающим озоновый слой, и, в частности, для оказания финансовой и технической помощи развивающимся странам в достижении целей Монреальского протокола. Лондонская поправка была ратифицирована СССР в 1991 году. Следует особо подчеркнуть, что при рассмотрении вопроса о ратификации Лондонской поправки в СССР исходили из того, что взнос в бюджет Многостороннего фонда будет осуществляться исключительно путем оказания технической помощи и передачи имевшихся на тот момент в СССР передовых озонобезопасных технологий развивающимся странам. Предполагалось, что взнос СССР будет осуществляться в неденежной форме и в рамках двустороннего сотрудничества, что предусмотрено статьей 10.6 Монреальского протокола для Сторон, не подпадающих под параграф 1 статьи 5 (развитые страны).

Однако в августе 1991 года в СССР произошли известные политические события, спровоцировавшие распад страны, прекращение существования СССР 26 декабря 1991 года и существенное ослабление экономического потенциала на всем постсоветском пространстве, что привело к невозможности начать реализацию планов по оказанию технической помощи развивающимся странам в рамках Многостороннего фонда.

Президент Российской Федерации своим письмом от 24 декабря 1991 года проинформировал Генерального секретаря ООН о том, что Российская Федерация как вновь возникшее государство будет продолжать членство СССР в Совете Безопасности ООН и всех других органах ООН (нота об этом в ЮНЕП была получена 31 декабря 1991 года).

Исходя из этого, Правительство Российской Федерации приступило к реализации своих обязательств по Монреальскому протоколу в пределах своей юрисдикции. За прошедший период (начиная с 1992 года) в России была осуществлена многоплановая деятельность по прекращению производства озоноразрушающих веществ, регулируемых Монреальским протоколом, и поэтапному переходу промышленности на вещества, разрешенные к использованию.

Все это осуществлялось на фоне очень сложной экономической и финансовой ситуации в стране, дефолта 1998 года и его катастрофических последствий. В результате усилий Правительства Российской Федерации к 2001 году было полностью прекращено производство озоноразрушающих веществ списка А и В к Монреальскому протоколу, что потребовало больших дополнительных затрат, оцениваемых в общей сложности в 0,3 млрд долл. США. Очевидно, что в условиях хронического дефицита средств при многообразии задач, решение которых было жизненно важным для Правительства Российской Федерации, вопрос оказания помощи другим странам утратил свою актуальность.

Тем не менее Россия, являясь с самого начала своего существования страной с переходной экономикой (примечание: по экономическому потенциалу Российская Федерация 1990-х годов оказалась гораздо ближе к ведущим развивающимся странам, чем к развитым), как Страна, не относящаяся к параграфу 1 статьи 5 Монреальского протокола, должна была согласно статье 10.6 Монреальского протокола вносить наравне с развитыми странами в Многосторонний фонд значительные суммы в соответствии с начисляемыми ежегодными взносами, достигавшими в 1994 и 1995 годах 11,7 млн. долл. США. К 2009 году общая задолженность по начисленным взносам Российской Федерации уже превысила 100 млн. долл. США. Выплата такой суммы для оказания помощи развивающимся странам в рамках Монреальского протокола является весьма трудноразрешимой задачей для любой страны даже с развитой экономикой.

Исходя из обязательств Российской Федерации по Монреальскому протоколу, Правительство Российской Федерации неоднократно поручало

Министерству финансов Российской Федерации (Минфин России) рассмотреть возможность уплаты задолженности по взносам в Многосторонний фонд. К сожалению, представленные в Минфин России обоснования выделения таких средств из бюджета оказались недостаточными для положительного решения этого вопроса. Ситуация с уплатой задолженности и/или начисленного взноса за 2009 год в размере 1,94 млн. долл. США ещё более усугубилась в начале этого года на фоне мирового финансово-экономического кризиса и возникшего вследствие этого значительного дефицита бюджета Российской Федерации.

Проведенные в рамках подготовки настоящего ответа консультации с Минфином России не оставляют надежд на то, что уплата взноса в Многосторонний фонд может начаться в 2010 году.

В связи с вышеизложенным Минфин России рекомендовал вернуться к рассмотрению этого вопроса позднее. При этом следует отметить, что списание в любом виде накопившейся задолженности по уплате взносов Российской Федерации в Многосторонний фонд могло бы оказать существенное влияние на принятие Минфином России положительного решения по вопросу об уплате текущих взносов Российской Федерации в Многосторонний фонд Монреальского протокола.

Примите, г-жа Нолан, уверения в моем совершенном уважении.



Станислав Ананьев
Заместитель Министра